

# LA VÉRITÉ

## DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE



## WASHINGTON ENGAGE LE MONDE SUR LA VOIE DE LA GUERRE

### Front unique P.C.-P.S. pour l'arrêt immédiat des hostilités

# EVAGUEZ L'INDOCHINE

**A**UJOURD'HUI, au moment où la classe ouvrière française, confinée dans une situation matérielle dramatique, s'organise et s'apprete à passer à l'offensive contre le gouvernement-patron, pour arracher des moyens de vie décentes, son attention est attirée par la situation catastrophique de son impérialisme sur le théâtre de ses exploits en Indochine.

Les combats actuels de Dien-Bien-Phu remettent à l'ordre du jour un point crucial de la politique française.

Cela fait huit ans que dure une guerre dont nous avons été les seuls, dès le début, à dénoncer le caractère colonialiste et contre laquelle nous avons appelé à la solidarité ouvrière des travailleurs de la métropole.

Le peuple vietnamien combat pour un idéal révolutionnaire. Tout le peuple est solidaire des soldats de la libération. Il s'est armé et organisé et, parti d'une guerre de « guerillas », comparable à la résistance, il combat actuellement avec des moyens militaires d'envergure et consolide ses positions.

Depuis lors la situation de l'impérialisme français n'a cessé de se détériorer.

La « pacification » toujours imminente a été remise d'année en année. Le « pourrissement » du pays s'est étendu petit à petit comme la « vérole » (voir Le Monde, 4-5 avril 1954), et le corps expéditionnaire n'a cessé de perdre ses positions, ses illusions, ses officiers, et de volatiliser le budget de la nation dans des limites accrues, proportionnellement à l'importance de ses revers militaires.

Nous avons sans cesse expliqué la lutte progressive d'émancipation et de libération du peuple vietnamien, portant des coups à l'ennemi commun à la classe ouvrière française, à son impérialisme, à sa bourgeoisie.

Cette guerre est un des aspects de la lutte du prolétariat mondial contre l'impérialisme. Dès le début, la classe ouvrière s'est désolidarisée des menées répressives de sa bourgeoisie. Au fur et à mesure, le véritable caractère de cette guerre est apparu aux couches les plus larges de la population.

Il n'est pas jusqu'à certains rangs de la bourgeoisie même qui ne commencent à douter de la poursuite de cette guerre, bien que la poursuite de celle-ci continue à assurer de substantiels profits à quelques-uns.

### DE LA BANQUE D'INDOCHINE A WALL-STREET

Malgré tout, le tragique de la situation et l'incapacité de la bourgeoisie à faire face, contraindraient celle-ci à accepter la négociation si elle n'était liée à l'impérialisme américain, leader de la contre-révolution mondiale, qui prétend prendre à son compte (comme patron) la continuation de la guerre. Les discours de Foster Dulles éclairent tout un chacun : il s'agit de continuer cette guerre dans le cadre de la « grande croisade contre le communisme ».

Une partie de la bourgeoisie réchigne.

« On se battait hier pour la banque d'Indochine » (c'est un aveu tardif mais de poids) « ça c'était nos affaires, mais maintenant, on va se battre pour Wall-Street ? »

Banque d'Indochine ou Wall-Street, ce n'est pas les intérêts de la France travailleuse qui sont en cause.

Toutes les couches de la population sont lassées et exaspérées de cette guerre menée contre leurs frères et qu'elles sont obligées de payer de leur sueur et de leurs salaires pour le bénéfice de ceux qui les exploitent ici. C'en est assez de cette guerre absurde et criminelle. Tous les travailleurs exploités se sentent instinctivement solidaires des soldats du Viet-Minh. Le sort du sort de la garnison de Dien-Bien-Phu n'est pas le fait de l'homme de la rue. Même l'Humanité n'exprime pas le sentiment exact de la population. Le sang et les promotions de Saint-Cyr sacrifiées ne la touchent pas, ce n'est pas leurs af-

faits. Assez de sang ! Oui, assez de sang du peuple vietnamien. « Les autres ?... Qu'ont-ils été se fourrer dans ce piège ? »

### IMPOSER L'ARRÊT DES HOSTILITÉS

Seuls, les travailleurs sont réellement contre la guerre d'Indochine comme contre toute guerre colonialiste, et non pas cette partie de la bourgeoisie qui est prête à lâcher le morceau pour mieux consolider ses positions en Afrique du Nord.

Il faut réaliser le Front Unique de la classe ouvrière pour faire céder la bourgeoisie.

Nous avons parlé, dans notre dernier numéro, des échéances critiques auxquelles doit faire face le gouvernement bourgeois. C'est une des échéances sur laquelle il faut présentement frapper, et frapper fort.

C'est le point le plus faible de l'impérialisme français. Les travailleurs vietnamiens nous donnent un coup de main ; nous pouvons les aider à notre tour. Concentrer toutes les forces de la classe ouvrière et faire céder le gouvernement, c'est en même temps que l'indépendance du Viet-Nam, la porte ouverte à la solution de tous les problèmes qui préoccupent les travailleurs.

Si nous réussissions quelles formidables perspectives s'ouvriraient ! La bataille pour les salaires y gagnerait un regain de vigueur décisif. Tout se-

rait remis en cause, toute la politique intérieure et extérieure de la bourgeoisie, en somme le gouvernement bourgeois lui-même.

Dans ce but, les partis ouvriers devraient mobiliser les masses sur un programme d'accord commun.

### LE FRONT UNIQUE SUR CE POINT EST IMMEDIATEMENT REALISABLE

Bien que tout le monde ne soit pas d'accord sur la politique à suivre en Indochine, tous les courants, toutes les organisations ouvrières sont pour l'arrêt des hostilités. La direction du parti communiste, par l'intermédiaire de son groupe parlementaire a déjà, dans le passé, adressé des lettres au groupe parlementaire socialiste, pour leur demander de réaliser l'action commune sur des points précis, comme lors de la rentrée parlementaire en septembre 1953. Cela arrive de temps en temps, mais il n'y a jamais eu d'appel de parti à parti suivi par une mobilisation des adhérents et des organisations ni appuyé par une agitation conséquente.



A l'heure actuelle, les possibilités de Front Unique sont réelles, les socialistes viennent de voter avec les communistes contre le budget militaire. Dans de nombreuses localités, de multiples accords communs ont

été réalisés pour demander l'arrêt des hostilités. Il faut systématiser cette action.

Sur le plan syndical la grève de 24 heures pourrait inclure à ses objectifs l'arrêt de la guerre ; ce ne serait pas un obstacle au front unique mais la condition d'une mobilisation enthousiaste de la classe ouvrière.

Nous disons nettement que le but de cette action serait l'évacuation du corps expéditionnaire et l'indépendance totale du Viet-Nam et non pas « le respect des promesses faites aux peuples de l'Union Française », partie du programme du radical Gaston Maurice, que Duclos se déclare prêt à « soutenir » depuis le Comité Central de Drancy.

Mais seul un gouvernement communiste et socialiste, un gouvernement des travailleurs peut renoncer définitivement à l'oppression exercée par l'impérialisme sur les peuples colonisés et satisfaire les revendications et les aspirations de la classe ouvrière métropolitaine.

P. VINCENT.

En page 3 :

« AVANT LA CONFERENCE DE GENEVE »

## LE MARECHAL DES "BONS FRANÇAIS"

« Rassemblement de tous les bons Français quels qu'ils soient contre les accords de Bonn et de Paris... »

J. DUCLOS.

**J**UIN, Maréchal de France, vient de prendre position publiquement contre la C.E.D.

Ce Maréchal de France n'est pas le premier venu. Il a à son actif, en plus de ses divers services armés pour le compte de la bourgeoisie française, une spécialité de répression contre les travailleurs coloniaux ; son dernier exploit en ce domaine est encore présent à toutes les mémoires : août 1953, Maroc.

De Gaulle sur le déclin, Juin est le candidat le mieux placé pour l'instauration d'un pouvoir fort en France... si les travailleurs laissent faire.

Ayant des conceptions bien arrêtées sur l'utilisation de l'Afrique du Nord, tant sur le plan de la politique intérieure que sur celui de la politique extérieure (pour la préparation de la troisième guerre mondiale) il ne saurait admettre que la répartition des forces armées qu'il dirige soit assujettie à un organisme supranational tel que la C.E.D. Comme il l'a déclaré à plusieurs reprises, « une armée intégrée représente moins de puissance qu'une armée de coalition » et « si la cause nationale ne s'identifiait pas à la cause européenne, il

serait impossible de faire battre nos gens ».

Après sa prise de position et son refus hautain de répondre à la convocation de Laniel, ce dernier se trouve devant des difficultés accrues pour faire passer le projet de C.E.D. au Parlement, cependant que le R.P.F. et les fascistes de toute appellation ont un regain d'espoir.

Cette évolution au sein de la bourgeoisie française ne saurait laisser la classe ouvrière et ses partis indifférents.

Or, plus que jamais, le Front Unique P.C.F.-P.S. apparaît possible dans les faits : à l'accord tacite des deux partis en ce qui concerne les revendications et la guerre d'Indochine s'ajoute maintenant le fait que l'hostilité à la C.E.D. grandit au sein du P.S. Il y a maintenant dans le groupe parlementaire une majorité hostile à la ratification.

Plus que jamais, dans une telle situation, une véritable campagne du P.C.F. pour le Front Unique de la base au sommet envers le P.S. serait d'une importance capitale pour une activation extraordinaire du mouvement ascendant actuel de la classe ouvrière.

Mais cette tâche qui est celle que doit réaliser la classe ouvrière n'est pas celle que se fixe son parti le plus puissant, le P.C.F. La ligne actuelle de ce dernier, c'est la ligne opportu-

niste définie à Drancy et reprise à Arcueil avec insistance par Duclos.

La plus flagrante illustration de cette ligne nous est donnée par l'éditorial publié par l'Humanité du samedi 3 avril. Il peut se résumer ainsi : « Les socialistes disent non, le maréchal Juin dit oui : les forces existent, il faut les unir » (c'est d'ailleurs le titre de cet éditorial). Quoi qu'on pense sur le reste, c'est le devoir national le plus urgent.

« Aux yeux des Français de toutes conditions — si l'on excepte une poignée de forcenés de la guerre — il est de plus en plus clair que les sinistres accords ne sont pas un mal inévitable. »

Depuis sa déclaration, Juin ne serait-il plus par hasard un de ces forcenés de la guerre ?

Plus encore, l'Humanité du 5 avril soutient en fait la manifestation de l'Arc de Triomphe. Ces « bons Français » c'était la pire racaille fasciste venue pour exiger l'intensification de la guerre d'Indochine. La même racaille qui provoqua la tuerie du 14 juillet contre les Nord-Africains.

Il est vrai que gagner la bataille du rejet de la C.E.D. sera un point important marqué contre la politique de guerre de la bourgeoisie.

Mais pour gagner cette bataille il faut, tout en utilisant et en attendant sur le plan parlementaire la division du camp ennemi, avant toute chose, gagner la bataille du Front Unique de la classe ouvrière. Il ne faut pas subordonner ce Front Unique possible et nécessaire à l'impossible et néfaste « union de tous les bons Français quels qu'ils soient », ce qui est en fait le sens de l'actuelle politique du P.C.F. En mettant sur le même plan le non des socialistes et celui de Juin, le P.C.F. refuse la nouvelle voie ouverte pour des propositions de Front Unique de classe au P.S.

Dès que la classe ouvrière accentuera son mouvement les échafaudages de la direction du P.C.F. voleront en éclats au souffle de la lutte de classe, mais en attendant cette politique est un frein énorme aux possibilités ouvertes à la classe ouvrière, en particulier depuis août. Elle est un frein pour les militants du P.C.F. qu'elle empêche de répondre correctement aux aspirations qu'exprime leur classe. Ces militants qui ont déjà fraîchement accueilli les politesses faites à Daladier et auxquels Duclos reproche de mal appliquer la ligne de Drancy accueilleront sans doute encore plus mal la nouvelle application de cette ligne vis-à-vis du massacreur d'Afrique du Nord, du candidat dictateur.

L. PERIER.

**28 Avril et 1<sup>er</sup> Mai d'UNITÉ D'ACTION**

Pour arracher le minimum vital, Pour arrêter la guerre au Vietnam.

**IMPOSEZ L'UNITÉ D'ACTION DE TOUTES LES CENTRALES SYNDICALES, APPUYÉES PAR TOUTES LES ORGANISATIONS OUVRIÈRES.**

En faisant de ces journées un succès de l'unité d'action préparez la voie à un gouvernement de front unique communiste-socialiste.

## AU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

### Failite de la politique Crise de la direction

Le deuxième tour de l'élection partielle de Seine-et-Oise est particulièrement instructif. Dans cette circonscription comportant un grand nombre de prolétaires et de larges couches paysannes, le candidat du P.C. a recueilli environ 40 % des voix, ce qui est une des manifestations les plus claires de la volonté des grandes masses laborieuses de ce pays d'un changement profond, dans le sens d'une société socialiste.

Mais si ce vote massif marque la force de la classe ouvrière, sa cohésion et les avantages considérables dont dispose le P.C., il a aussi prouvé la failite de la politique que mène ce parti, sur les deux principaux plans de la lutte contre la C.E.D. et du front unique.

Entre les deux tours, la campagne électorale du P.C. a fait appel à « tous les bons Français » pour le candidat anti-C.E.D. contre le candidat favorable à l'armée européenne. Manifestement la majorité des électeurs qui avaient voté pour les candidats bourgeois au premier tour était hostile à la C.E.D. Et cependant, au deuxième tour, cette considération n'est pas entrée en ligne de compte. Dans l'articulaire de l'Humanité (16 mars) consacré aux leçons de cette élection, l'auteur explore en ces termes :

« Il est encore possible aux ennemis du peuple de faire croire à des milliers de braves gens que la lutte contre la renaissance du militarisme allemand, dont ils voient pourtant la menace, devrait céder le pas à l'anticommunisme. »

La direction du P.C. cherche à gagner « tous les bons Français », en oubliant les frontières de classe. Mais les bourgeois ne les oublient jamais. Ils se moquent des affirmations patriotiques de la direction du P.C. Ils sont hostiles à la C.E.D., mais ils sont encore plus farouchement décidés à placer leurs intérêts de classe au-dessus de la question de la C.E.D. La direction du P.C. pense peut-être qu'en persévérant à force d'arguments, elle finira par modifier cet état de chose ; c'est une erreur monstrueuse. Il n'a pas fallu attendre la guerre de 1939 pour s'apercevoir que la bourgeoisie met ses intérêts de classe au-dessus de ses intérêts nationaux. Chaque fois que le prolétariat a cru à de tels intérêts indépendamment de ses intérêts de classe, il a favorisé son ennemi de classe. Dans les Cahiers du Communisme de ce mois de mars 1954, la rédaction a eu la bonne idée de reproduire un article de Lénine, du 23 mars 1908, examinant les raisons de l'échec de la Commune de Paris, dans lequel on peut lire :

« La réunion de ces deux objectifs contradictoires — patriotisme et socialisme — fut l'erreur fatale des socialistes français. »

**ERREUR FATALE !** Erreur fatale, que de penser servir les intérêts des travailleurs, de l'U.R.S.S., du socialisme que de vouloir s'entendre avec « tous les bons Français » du genre du maréchal Juin !

D'autre part, la politique de la direction du P.C. vise à établir, comme pivot de ce front des « bons Français », le front unique de la classe ouvrière. Depuis des mois et des années les militants communistes sont harcelés par leur direction leur rappelant qu'ils doivent s'adresser aux travailleurs socialistes pour parvenir à la réalisation du front unique ouvrier. Il est incontestable que, depuis quelques mois, le courant unitaire dans la classe ouvrière s'est renforcé, que celui-ci est particulièrement sensible sur le plan syndical pour la défense des revendications. Les votes des députés communistes pour Naegelen et Le Troquer ont aussi favorisé ce courant unitaire. Toutefois ce cou-

P. FRANK. (SUITE PAGE 2.)

## Qui peut maîtriser la bombe H ?

L'émotion dans le monde ne cesse de se développer depuis les récentes expériences américaines avec la bombe H. Dans un moment de surprise, Eisenhower a avoué que l'affaire a dépassé les calculs des savants. Au Japon, de nombreux pêcheurs qui travaillaient très loin du lieu de l'expérience sont grièvement atteints. Et personne ne sait où s'arrêteront les effets de cette expérience ; l'atmosphère et les eaux du Pacifique ont été polluées, sans que personne ait une possibilité de contrôle.

Il est à penser que le gouvernement américain, si belliqueux pour défendre le capitalisme devant la montée révolutionnaire des masses, hésitera avant de recourir à l'emploi de ces armes, car il n'est plus seul à les posséder comme au temps d'Hiroshima. Mais nul ne peut douter que le capitalisme agonisant ne reculera finalement devant rien pour empêcher la marche en avant du socialisme. Le

dédain de Washington envers les appels de l'Inde ou de Londres est symptomatique.

Interdiction ! Contrôle ! L'affaire est renvoyée devant une commission de l'O.N.U. La note de farce est introduite dans la tragédie. Ni les rapports de diplomates ou de savants ni les millions de signatures d'appels du type de Stockholm ne peuvent modifier cette situation. Il n'y a qu'une solution réelle, efficace. Les bombes atomiques, comme tout dans le monde, sont produites et manipulées par des travailleurs. Ceux-ci sont à présent syndicalement organisés dans leur écrasante majorité. Une action commune de tous les syndicats ouvriers est la seule garantie pour le monde entier. Les savants peuvent se tromper dans leurs calculs. Les travailleurs et leurs organisations ne doivent pas se tromper dans leur action contre l'emploi de ces engins monstrueux.

Permanence de LA VERITE DES TRAVAILLEURS 64, rue de Richelieu — Paris-2<sup>e</sup> (Bureau 30) (Ric. 03-52 et la suite). Métro : Bourse

Permanence : Semaine, de 17 à 19 h. le samedi, toute l'après-midi.

Abonnement pour la France, de un an : 200 francs.

Envoi sous pli fermé : 400 francs. C.C.P. 6965-68 Paris

# FAILLITE DE LA POLITIQUE ET CRISE DE LA DIRECTION

(SUITE DE LA 1<sup>re</sup> PAGE)

rant est fort loin d'être suffisamment vigoureux pour obliger la direction socialiste à en tenir compte, sous peine de n'être pas suivie par sa base. C'est ce que vient de montrer l'élection de Seine-et-Oise, dans laquelle le candidat socialiste n'a presque pas perdu de voix au second tour au profit d'André Stil, candidat ouvrier le mieux placé. Dans l'article mentionné plus haut, Fajon reconnaît également ce fait :

« Il est non moins vrai que vingt mille autres ont accepté de voter à nouveau pour le candidat S.F.I.O. qui n'avait aucune chance. »

Sur ce point, la conclusion de Fajon est la même que sur le point précédent : on intensifiera la propagande menée jusqu'à maintenant auprès des ouvriers socialistes.

L'article de Fajon a certainement été écrit au lendemain d'une réunion du Bureau politique dans laquelle ont été étudiées les leçons de cette élection. Fajon a certainement exprimé l'opinion de la direction du P.C., à savoir le chiffre des voix obtenu est excellent, mais on n'a pas assez fait pour convaincre les socialistes sur la question du front unique ; et les bons Français en général sur la question de la remilitarisation de l'Allemagne. Car le point de départ du Bureau politique est que la ligne est juste, qu'elle ne peut être que juste et qu'il faut intensifier les efforts dans le sens suivi jusqu'ici.

Pourtant, l'élection vient de montrer clair comme le jour que la politique suivie sur deux points essentiels a subi une faille éclatante : les bourgeois se moquent du patriotisme des dirigeants du P.C., et les ouvriers socialistes n'ont pas confiance dans leurs appels au front unique dans les conditions actuelles tout au moins.

Ces résultats électoraux ne font que traduire la réalité à l'échelle nationale. Tous les militants communistes depuis quelques années se trouvent devant le

problème suivant : les ouvriers dans leur majorité votent pour le P.C. ou, dans les entreprises, pour les candidats de la C.G.T. Quand ils se mettent en lutte, les travailleurs dans leur majorité acceptent la direction des militants communistes. Mais les ouvriers se mettent en lutte aux moments choisis par eux et pour des objectifs à eux, et non lorsque la direction du P.C. les appelle. Autrement dit, les ouvriers acceptent la direction communiste mais non la politique du P.C.

C'est en cela que réside essentiellement la crise du P.C. Ce n'est pas son abandon par les ouvriers au profit d'un autre parti, c'est la non acceptation par eux de la politique de ce parti.

Cette situation contradictoire, que les militants communistes ne parviennent pas à résoudre, trouve son reflet aux plus hauts sommets du P.C., et elle est la raison fondamentale de la crise qui sévit dans la direction de ce parti. D'autres articles de ce numéro sont consacrés à l'affaire Lecœur qui survient si peu de temps après l'affaire Marty-Tillon. Dans un cas comme dans l'autre, il ne s'agit pas de questions personnelles, mais de divergences au sein d'une direction auxquelles celle-ci ne parvient pas à donner une solution stable. Nos lecteurs verront dans un autre article les balancements politiques d'une session à l'autre d'un Comité central toujours unanime à approuver les rapports du Bureau politique. Mais au cours de toutes ces oscillations, de ces passages d'une position à une autre, les rapports du P.C. avec les masses restent les mêmes, aussi bien quand celles-ci connaissent une phase passagère de passivité (comme en 1952) ou quand elles vont de l'avant, comme en 1953 ou en 1954 : les ouvriers votent communiste, mais la politique du P.C. ne les mobilise pas et n'associe pas les autres courants ouvriers dans l'action.

Et, au fur et à mesure que croît la volonté de combat des masses, cette contradiction est de plus en plus grande et s'exprime plus fortement.

Lors de l'affaire Marty-Tillon, nous disions que cette crise, réglée apparemment, avait pénétré profondément dans le parti et qu'elle ressurgirait sous des formes nouvelles et imprévues. Bien que personne dans le P.C. ne soit prêt à défendre personnellement Lecœur, son cas a soulevé un malaise beaucoup plus grand que l'affaire Marty-Tillon, parce que de plus en plus les membres du P.C. sentent que ces éliminations expriment que leur direction se débat dans des difficultés qu'elle ne parvient pas à résoudre.

La crise de la direction du P.C.F. est un des fruits de la faillite de la politique de ce parti. Les rapports avec les masses, la capacité de les mobiliser ne seront pas modifiées par quelques manipulations secondaires et des jeux de direction. Il faut mettre en cause la politique du P.C., et la discuter dans tout le parti et devant toute la classe ouvrière. C'est la condition initiale pour que chaque ouvrier acquière la conviction que quelque chose peut changer. Dans le fatras des explications fournies au cours des affaires Marty-Tillon et Lecœur, il est toutefois apparu que toutes les étapes de la politique du P.C. depuis la « libération » sont contestées par différents groupes de la direction. Les rapports actuels entre les masses et le P.C.F., la défiance des masses envers sa politique, sont effectivement le résultat de toute la politique suivie depuis 1944-1945 jusqu'à ce jour. C'est aux militants communistes de comprendre qu'il n'y a pas une affaire Lecœur après une affaire Marty-Tillon, mais une faillite d'une politique et d'une direction, et qu'eux seuls peuvent trouver l'issue à cette situation.

Ce numéro et les suivants accorderont une place importante au prochain Congrès du P.C.F.

Aidez-nous à les diffuser auprès des militants communistes.

# L'AFFAIRE LECŒUR

Il serait vain de vouloir rechercher dans une lutte entre deux tendances politiques claires la raison du limogeage de Lecœur.

Soucieuse de ne pas se couper de sa base ouvrière et de servir au mieux les intérêts de la diplomatie soviétique, le P.C.F. suit une politique oscillante entre le sectarisme et l'opportunisme et se révèle incapable de pratiquer une juste politique correspondant aux aspirations de la classe ouvrière dans une situation pré-révolutionnaire. C'est ce qui ressort en particulier de l'expérience de ces deux dernières années, ainsi que nous le montrons par ailleurs. Il est impossible aux militants du P.C.F. de suivre tous les tours et détours de la ligne fluctuante de leur direction qui ne leur permet pas de mobiliser les masses. Il en résulte une crise interne qui s'exprime dans le Bureau Politique. Les choses en sont arrivées à ce point qu'il est impossible à ce dernier de contenir la situation et qu'il s'est vu contraint à deux reprises en moins de deux ans d'éliminer trois membres de son sein, dont deux secrétaires.

Le C.C. du P.C.F., après avoir été reculé d'une quinzaine de jours, a été réuni avec comme objectif essentiel d'éliminer Lecœur de la direction du P.C.F. Il n'y a en effet pas de changement politique important par rapport au C.C. précédent. L'ordre du jour était en fait l'affaire Lecœur.

Du discours de Billoux, plus explicite que celui de Duclos, il apparaît que des divergences politiques ont commencé au moins vers le début de 52 puisqu'il y avait désaccord sur la grève du 12 février et l'essentiel de ces divergences porte sur les années passées. Il est curieux qu'on ne mentionne rien sur le problème du moment présent. Vient toute une série d'accusations qui mettent en cause

la politique même menée par le P.C.F. depuis cette époque : la politique au lendemain de la manifestation Ridgway ; la question de l'unité syndicale, etc...

Duclos, à Sallaumines, reproche surtout à Lecœur un gauchisme aventuriste qui servirait à cacher ses tendances opportunistes et il cite un article de 1952 paru dans *Liberté*, inspiré, paraît-il, par Lecœur :

« Les mineurs savent avec leur expérience que maintenant il faut aller plus loin, aller de l'avant, aller vers quelque chose qu'ils ne voient pas toujours avec précision. Mais en tout cas, pour eux, une chose est claire : il faut en finir avec le régime capitaliste... »

« Ceux qui réclamaient des fusils en 1941 pour chasser les nazis et qui ont participé activement à les chasser comprennent bien aujourd'hui qu'il ne saurait s'agir de lutter pour revenir simplement aux nationalisations de 1946. C'est pour autre chose que nous luttons. C'est pour supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme. »

Il lui reproche également d'avoir mis en avant la formule : « Les stalinien au gouvernement pour une France, libre, forte et heureuse » et d'avoir défendu une politique sectaire dans les syndicats.

Que certains mots d'ordre préconisés par Lecœur tant sur le plan politique que syndical aient eu un caractère sectaire, cela est bien évident. Mais que les aspirations des travailleurs soient celles décrites par l'article mentionné, c'est non moins évident, et si une politique sectaire n'est pas de nature à les mener à la victoire, une politique opportuniste ne le peut pas davantage. Or si Duclos déclare que le sectarisme de Lecœur masquait une politique opportuniste, nulle part il ne montre d'exemple de cette politique opportuniste. Par contre un bel exemple de politique opportuniste est celle défendue par Duclos à Drancy puis à Arcueil : union de tous les bons Français pour aboutir à un gouvernement bourgeois sur le programme du radical Jacobin Maurice. Cette politique-là non seulement ne saurait mener la classe ouvrière à la satisfaction de ses aspirations justement décrites par *Liberté*, mais les ignore délibérément. C'est peut-être bien cela qui gêne Duclos pour démontrer l'opportunisme de Lecœur, car cet opportunisme est celui de toute la direction du P.C.F. De même sur le plan syndical, nous avons déjà combattu le mot d'ordre lancé par Lecœur d'unité dans la C.G.T., mais les articles ne manquent pas où d'autres membres du B.P. et en particulier Mauvais, ont soutenu la position sectaire de Lecœur.

En ce qui concerne les questions d'organisation, on reproche entre autre à Lecœur une circulaire datant du début de 1952. Il est difficile d'admettre qu'il a fallu deux ans au Bureau Politique pour s'apercevoir qu'elle était « une violation caractérisée des principes léninistes d'organisation ». Quant à la résolution présentée au C.C. de Drancy, elle l'a été certainement avec l'accord du B.P., de même que toutes les directives d'organisation de Lecœur, ou bien alors, quelle confiance peut avoir un membre du P.C.F. dans une direction qui laisse son secrétaire d'organisation faire ce que bon lui semble ? Voilà vraiment quelque chose de tout à fait contraire « aux principes léninistes d'organisation » !

Pour toutes ces raisons, Duclos est mal venu de reprocher à Lecœur de dire « le nous destiné à mettre toute la direction en cause » et non pas le « je ». Mais ce faisant il suit les règles d'organisation du P.C.F. qui ne permettent pas la confrontation démocratique. Quand la discussion se déclenche, c'est un monologue. L'accusé a le droit de se taire ou de faire son autocritique.

On peut affirmer sans crainte de commettre une erreur que cette affaire Lecœur se situe dans une très longue crise au sein de la direction du P.C.F. et plus spécifiquement du B.P. Cette crise de direction est loin d'être résolue, elle tend à prendre au contraire un caractère chronique. Il est certain qu'elle ne se terminera pas avec l'élimination de Lecœur pas plus qu'elle ne l'a fait avec l'élimination de Marty et de Tillon. La cause subsiste et les effets tendront à devenir plus importants encore et prendront des formes que personne ne peut actuellement prévoir.

A travers cette crise, la direction du P.C.F. perd une partie de son prestige. Elle apparaît et apparaîtra de plus en plus aux yeux des militants comme instable politiquement et organisationnellement, comme quelque chose auquel on ne peut se fier aveuglément.

Le Congrès du P.C.F. doit s'ouvrir le 3 juin prochain ; à son ordre du jour se trouvent un rapport d'activité du Comité Central et les problèmes d'organisation du Parti. Si le P.C.F. était le parti démocratique dont la classe ouvrière a besoin pour diriger ses luttes, son Congrès devrait étudier cette crise de direction et ses causes politiques profondes. Non seulement Lecœur, mais Tillon, mais Marty devraient pouvoir s'y exprimer librement. C'est là le droit élémentaire de tout militant (même exclu entre deux congrès) dans un parti ouvrier centraliste démocratique. A plus forte raison quand il s'agit d'hommes qui ont des années durant rempli une responsabilité de direction. Ce qu'ils ont mis en cause de la politique de leur parti devrait être débattu. Ils devraient s'exprimer, les militants du P.C.F., leurs délégués élus devraient s'exprimer. Qu'on n'entende pas seulement l'avocat général mais que l'accusé, les accusés successifs, s'expliquent devant le seul jury capable de les juger, c'est-à-dire leur Parti.

P. LELION.

# Les militants du P.C.F. s'interrogent sur les zig-zags de leur direction

## entre le 12<sup>e</sup> et le 13<sup>e</sup> Congrès

Le Comité Central du Parti communiste français, réuni à Arcueil, a décidé que le XIII<sup>e</sup> Congrès se tiendrait les 3, 4, 5, 6, 7 juin prochain à Paris.

Le dernier Congrès s'était réuni à Genevilliers, il y a quatre ans.

Cette période de quatre années a été riche en événements. Il y a matière à discussion ; cependant le Comité central du Parti communiste français n'a pas encore indiqué aux militants comment se préparer le Congrès. Le premier point à l'ordre du jour est le rapport d'activité. Mais y aurait-il un texte au préalable pour la discussion dans les cellules ; les comités fédéraux fourniraient-ils des lettres de discussion pour la préparation des conférences de sections ? Les travaux du dernier Comité central (Arcueil) peuvent-ils être considérés comme des textes de discussion pour la préparation du XIII<sup>e</sup> Congrès ? Ce qui est surprenant aussi c'est la formulation du premier point de l'ordre du jour : rapport d'activité. Au terme des statuts, le Congrès ne doit pas seulement se prononcer sur un rapport d'activité, mais fixer pour toute une période, l'orientation, la ligne politique. On pourrait croire que le Comité central ne prévoit au Congrès qu'un examen du travail passé.

Les organisations, fédérations, sections, cellules ne savent pas à quoi s'en tenir.

Le Congrès de Genevilliers a fixé un certain nombre d'objectifs à atteindre et a adopté, un programme où l'on peut lire notamment pour l'essentiel :

1<sup>o</sup> dénonciation du plan Marshall, du pacte atlantique et de toutes les conventions annexes...

4<sup>o</sup> arrêt immédiat de la guerre au Vietnam et rapatriement du corps expéditionnaire. Reconnaissance de la République démocratique du Vietnam. Soutien des peuples coloniaux dans leur lutte pour la liberté et l'indépendance.

5<sup>o</sup> Relèvement des salaires et traitements avec application de l'échelle... Application de la loi sur les conventions collectives avec un salaire minimum garanti...

8<sup>o</sup> ...diminution massive des dépenses militaires (Le Programme de Salut National du Parti Communiste Français) Cahiers du Communisme 1950, n<sup>o</sup> 5, page 49 et 50.

Aucun de ces objectifs n'a été atteint. Le gouvernement Laniel veut obtenir rapidement la ratification de la « Communauté Européenne de Défense ». Il refuse de mettre fin aux hostilités au Vietnam. Le pouvoir d'achat des travailleurs est en baisse par rapport à 1950, et le gouvernement refuse même de prendre en considération l'avis de la commission supérieure des conventions collectives où toutes les organisations syndicales ont voté pour le salaire minimum interprofessionnel garanti de 25.166 francs pour 173 heures de travail.

Cependant, les luttes n'ont pas manqué pendant quatre ans. Pendant trois semaines, en mars 1951, les travailleurs de la R.A. T.P. ont tenu tête au gouvernement. Au même moment la grève était générale dans le gaz et l'électricité. Les grands centres ferroviaires de Paris, de la banlieue et certains de province étaient dans le mouvement ; les métallurgistes de leur côté étaient prêts à rejoindre leurs camarades en lutte. En août 1953, la grève de millions de travailleurs paralyse les transports et les communications pendant vingt jours.

Est-ce la combativité ouvrière qui fut mise en cause, par le demi-échec du 12 février 1952, journée de protestation contre la mesure d'interdiction de la commémoration sur le voie publique des journées antifascistes de février 1952, par les insuffisances de la manifestation contre le général de la coalition impérialiste Ridgway, par l'échec, en particulier chez les cheminots, du mot d'ordre de grève générale illimitée faisant suite à l'arrestation de Jac-

ques Duclos (4 juin 1952) ? La direction du Parti Communiste Français ne le dit pas. Elle met en cause des mots d'ordre insuffisamment étudiés et ne correspondant pas aux particularités locales.

Et l'opposition des travailleurs à la guerre du Vietnam et à la C.E.D. grandit. La volonté de lutte pour les revendications et la paix ne cesse de s'accroître. C'est vrai, comme le dit Maurice Thorez, que les travailleurs veulent vraiment que ça change. Depuis plusieurs mois, il faut ajouter d'ailleurs que la bourgeoisie est divisée et sur la défensive.

MALGRE toutes ces luttes, malgré toute cette combativité, comment se fait-il que les objectifs du XII<sup>e</sup> Congrès de Genevilliers n'ont pu être atteints, comment se fait-il que l'on n'ait pas encore de résultats appréciables ? Le Comité central, le Bureau politique sont-ils à la hauteur ?

Deux membres du Bureau politique ont été éliminés et un exclu. Qu'un dirigeant soit écarté pour insuffisances répétées, pour faute grave, passe encore. Mais après André Marty et Charles Tillon, c'est maintenant Auguste Lecœur. Ça fait beaucoup. Les sanctions prises au début, le sont, dit-on, pour faute ou carence dans le domaine de l'organisation, plus peu à peu la direction révèle que des désaccords politiques existent.

Ces désaccords, apprend-on, portent sur la politique du Parti communiste français à la Libération, pour André Marty et Charles Tillon.

Auguste Lecœur est-il le seul responsable de l'institution des instructeurs politiques qui fonctionnaient depuis plus de dix-huit mois ? La véritable raison de l'élimination ne serait-elle des divergences relatives à l'orientation syndicale, les objectifs immédiats de lutte ; on sait maintenant que Lecœur a inspiré la résolution du Comité fédéral du Nord (décembre 1953) dont nous avons dit dans le dernier numéro de la « Vérité des Travailleurs » qu'elle n'était pas dans la ligne de Drancy. Lecœur s'opposait-il à la politique de soutien d'un gouvernement bourgeois ?

Il est vrai que l'orientation syndicale préconisée par Auguste Lecœur était incorrecte, mais pourquoi, sur ce point et sur les autres, la discussion est restée au Bureau politique ; pourquoi les militants n'ont-ils pas été appelés à en discuter ? Ces méthodes sont-elles conformes aux principes du centralisme démocratique ?

Les militants ne peuvent pas connaître véritablement les divergences qui existent entre les membres du Bureau politique. Les autocritiques et les divergences réelles d'André Marty et de Charles Tillon ne sont connues que des membres du Comité central, et encore.

Au cours de la polémique qui opposa Roger Garaudy à Auguste Lecœur et à Waldeck Rochet sur les problèmes de la jeunesse (U.J.R.F. ou jeunesse communistes), Auguste Lecœur et Waldeck Rochet répondirent dans « France Nouvelle » ; mais seuls de très courts passages du texte de Roger Garaudy furent reproduits. Pour se prononcer en pleine connaissance de cause, les militants du Parti communiste français auraient dû avoir communication du texte intégral de Roger Garaudy.

Tout cela n'est pas clair et l'idée qu'à la direction il y a à quelque chose qui ne va pas fait son chemin dans l'esprit des militants.

Ce qui ajoute encore à ces impressions c'est que les rapporteurs aux différentes sessions du Comité central ne tiennent pas toujours le même langage

et cela à quelques semaines d'intervalles. Le rapport de Maurice Thorez au XII<sup>e</sup> Congrès (Genevilliers) portait comme titre « La lutte pour l'indépendance nationale et pour la Paix ». Les communistes internationalistes font la plus extrême réserve sur l'emploi du mot d'ordre : lutte pour l'indépendance nationale, appliqué à un pays capitaliste métropolitain comme la France. Cependant, conservons la formulation de Maurice Thorez. Comment la France peut-elle défendre ou recouvrer son indépendance nationale ?

Ce n'est pas, dans les termes, la même chose, selon les sessions du Comité central. Tantôt la lutte pour l'indépendance nationale est considérée dans une perspective de lutte de classe contre la bourgeoisie française, tantôt dans la perspective de l'union avec tous, ouvriers et bourgeois.

A la session du Comité central des 7 et 8 septembre 1951, Jacques Duclos lance dans la brochure « avec tous les Français, libérons la France de la domination américaine, de la misère, des menaces du fascisme et de la guerre », un appel « ...à tous les Français et toutes les Françaises, sans distinction de condition sociale, d'opinion et de croyance... ».

Dans l'article de François Billoux, la lutte pour l'indépendance nationale n'est pas conçue de la même manière. La défense ou la reconquête de l'indépendance nationale ne peut être assurée que par la défaite de la bourgeoisie, et il ne s'agit plus de s'adresser à toutes les catégories sociales. « ...l'ennemi à combattre en France est la bourgeoisie... » (page 454 des « Cahiers du Communisme de 1952 », n<sup>o</sup> 5) et plus loin : « La lutte pour l'indépendance nationale, qui est inséparable de la lutte pour la paix, signifie que la classe ouvrière prend en main les destinées de la nation. La reconquête de l'indépendance nationale n'est possible que par la défaite de la bourgeoisie française qui, en tant que classe aux intérêts contraires à ceux de la nation, organise et dirige la trahison nationale. »

A partir de cette date, mai 1952, tantôt c'est la lutte contre la bourgeoisie, tantôt l'union avec tous les Français quels qu'ils soient, qui domine, sans que l'une ou l'autre formulation disparaisse complètement d'ailleurs.

Quelques semaines après, Etienne Fajon, au Comité central du 18 juin, revient sur l'article de François Billoux, pour en dénoncer certaines erreurs d'interprétation dont « ...la responsabilité nous en revient à nous membres du Bureau politique, car il est certain que l'article écrit en notre nom par Billoux n'a pu être mal interprété que parce qu'il était insuffisamment clair et complet », (l'Humanité, du 19 juin 1952). Ainsi des articles écrits dans des journaux bourgeois par des bourgeois « ...doivent nous confirmer dans notre préoccupation de n'écarter personne dans la bataille pour la paix... par delà les divergences d'opinion et les différences de condition sociale » (l'Humanité, 19 juin 1952).

C'est le retour à la formulation de Duclos dix mois plus tôt, qui devait devenir le front national uni au Comité central de septembre suivant. « Dans les circonstances présentes, alors qu'il s'agit de sauver le pays, le devoir qui s'impose est d'unir la classe ouvrière et de rassembler avec elle, en un puissant front national uni, l'immense masse des Français et Françaises qui sont résolus à lutter pour la paix et l'indépendance de la patrie, sans aucune distinction d'opinion politique, de croyances religieuses ou de situation sociale ».

Décembre 1952. — Comité central de Genevilliers, retour à la formulation de mai 1952 « ...l'ennemi à combattre en

France est la bourgeoisie... ». (François Billoux, La politique du Parti et l'action pour les libertés démocratiques, le pain, l'indépendance nationale et la paix, page 30).

A cette session, le Comité central adopte d'ailleurs une résolution condamnant « ...une tendance opportuniste certaine... La tendance opportuniste s'est exprimée principalement par la sous-estimation des forces profondes qui se développent dans les masses, et, de ce fait, par la place exagérée donnée dans l'analyse de la situation aux aspects purement parlementaires... On a incité à un certain abandon, en pratique, des idées justes qui, élaborées par la direction du Parti, s'étaient exprimées dans l'important article du camarade François Billoux, publié dans le numéro de mai 1952 des « Cahiers du Communisme » (même brochure, pages 53 et 54.)

Après la conférence nationale de mars 1953, avortée après la session d'Issy-les-Moulineaux (juin 1953), aux sessions de Drancy (octobre 1953), à Arcueil pour terminer, le thème du front national uni avec qui que soit pour recouvrer l'indépendance nationale réapparaît vigoureusement.

Et le gouvernement d'union démocratique de paix et d'indépendance nationale, comment peut-on le concevoir ?

Pour André Stil, dans l'Humanité, en septembre 1953, ce pourrait être un gouvernement des travailleurs, c'est-à-dire un gouvernement du Parti communiste français et du Parti socialiste S.F.I.O., plus tôt que ne le veulent les dirigeants socialistes.

Pour Etienne Fajon ce sera un gouvernement où, au moins, participeront les communistes : « Tous les fonctionnaires sont de plus en plus convaincus que seul le gouvernement auquel le peuple aspire et qui se formera demain avec l'appui de la classe ouvrière et la participation des communistes, mettra en vigueur dans tous les domaines le statut que le secrétaire général de notre Parti fit voter voilà sept années. » (Etienne Fajon, l'Humanité, du 5 octobre 1953). Jean Barberet, au cours d'une polémique avec Claude Bourdet, rejette l'idée du soutien du P.C.F. à un gouvernement bourgeois, « ...Ainsi va l'Observateur dans sa voie chaotique, guidé par la crainte de l'unité d'action en marche, la volonté de freiner le mouvement des masses tout en se tenant « dans le courant » pour concilier ce mouvement et l'orienter vers une solution de soutien d'une fraction de la bourgeoisie. Il ne s'agit donc pas d'une action unie pour un changement complet de politique », (page 1028). Jacques Duclos, à Drancy, prend le contre-pied de ce que Jean Barberet écrivait quelques semaines plus tôt. Le Parti communiste français soutiendra, sans participation un gouvernement dont Gaston Maurice, radical, a défini le programme. « Ce programme n'est ni notre programme final, ni notre programme immédiat... nous déclarons nettement, et avec force que nous sommes prêts à soutenir un tel programme et à voter pour un gouvernement qui s'engagerait à le faire sien et à travailler à sa réalisation ». (Jacques Duclos « Union et Action » pour un changement de la politique française, pages 56 et 57). A Arcueil, les mêmes propositions furent renouvelées.

Les différentes sessions du Comité central dénoncent successivement l'opportunisme et le sectarisme, le sectarisme et l'opportunisme... non pas de quelques uns, mais de tout le Comité central, de tout le Bureau politique. Ces successions provoquent un certain désarroi chez les militants.

Le XIII<sup>e</sup> Congrès répondra-t-il à toutes les interrogations des membres du Parti communiste français, mettra-t-il fin à leurs inquiétudes ? Quelle orientation fixera-t-il ? Quelle orientation devrait-il fixer ?

A toutes ces questions, la « Vérité des Travailleurs » s'efforcera de répondre dans son prochain numéro, celui de mai.

(A Suivre.)

# AVANT LA CONFERENCE DE GENEVE

La Conférence de Berlin a marqué l'échec d'une tentative de compromis qui soit favorable à l'impérialisme en Europe, et a maintenu le statu quo.

La Conférence de Genève cherche le compromis en Asie dans des conditions non moins difficiles, et défavorables pour l'impérialisme. Déjà la convocation et la présence de la Chine à côté des « quatre » autres « Grands » est une victoire anti-impérialiste.

Washington voulait bien une conférence sur la Corée afin de sortir de l'impasse coréenne et consacrer pour le moment le statu quo établi par l'armistice dans ce pays, aucune autre solution n'ayant actuellement des chances réalistes de succès. Il n'a accepté de lier ce problème à celui du Vietnam que pour donner satisfaction au gouvernement de Paris, soumis à la pression de l'opinion publique du pays, et faciliter le vote de la C.E.D. par le Parlement français.

Le gouvernement de Paris de son côté — au moins certains milieux de celui-ci — escompte trouver à Genève à défaut d'une solution de compromis un alibi pour « internationaliser » le conflit sous direction française, et avec une aide technique et financière américaine encore plus considérable.

Limitée à la question coréenne, la Conférence de Genève avait des chances de « réussir » en consacrant la division actuelle du pays et en émettant des vœux pieux sur son unification future à travers « des élections démocratiques » organisées dans telles ou telles conditions.

Mais la question du Vietnam est tout autre. Il s'agit là d'une situation qui échappe au contrôle strict aussi bien de Moscou que de Washington et qui, aussi bien dans le présent que dans son devenir, porte atteinte au statu quo mondial. Ceci par le fait qu'elle risque de consacrer la victoire du Vietnam et la défaite de l'impérialisme dans un pays asiatique stratégiquement si important.

L'impérialisme, celui des Etats-Unis en particulier, est pleinement conscient de l'importance de l'enjeu et des conséquences d'une victoire au Vietnam. D'où ses réactions récentes si violentes, et les déclarations de Foster Dulles selon lesquelles sous aucune forme les Etats-Unis n'accepteront l'installation d'un régime anti-impérialiste au Vietnam, et préconisant une « action concertée » pour prévenir un tel danger.

En réalité la situation au Vietnam est actuellement telle qu'aucune solution de compromis ne paraît satisfaisante pour l'impérialisme. La division du pays en deux zones, l'une contrôlée par le Vietnam, l'autre par l'impérialisme coiffant un pseudo gouvernement « indépendant » à la Bao-Dai, est rendue extrêmement difficile par le manque d'une ligne de front précise, et l'extraordinaire extension prise dans les dernières semaines par les forces du Vietnam.

D'autre part la constitution d'un gouvernement mixte des « baodaïstes » et du Vietnam, organisant ensuite des élections générales risque aussi d'aboutir à une absorption « à froid » de ce gouvernement par le Vietnam. Car le fait essentiel qu'aucune formule ne peut fondamentalement altérer est que le rapport de forces actuel entre les forces de la Révolution vietnamienne et celles au service de l'impérialisme est défavorable à ce dernier d'une manière écrasante.

Même dans l'hypothèse où le Vietnam accepterait, sous la pression de Moscou ou de Pékin, une division du pays ou la formation d'un gouvernement mixte, l'impérialisme ne se sent nullement en sûreté dans un tel rapport de forces et craint la perte, à une étape très prochaine, de tout le Vietnam. C'est ce qui se dégage clairement de la lecture de la presse américaine.

Pour ces raisons la partie la plus belliqueuse de la bourgeoisie aux Etats-Unis envisage sérieusement de reprendre à son compte principal la poursuite de la guerre au Vietnam, tandis que la plus modérée n'envisage pas moins que d'occuper certaines bases dans ce pays et de les « enricher » coûte que coûte.

C'est en particulier l'opinion que Walter Lippmann a dernièrement exprimée, indiquant ainsi qu'en ligne générale la bourgeoisie américaine n'accepte pas de considérer l'Asie comme définitivement perdue, et préférera risquer en dernière analyse le pire que d'entériner ce fait.

Si nous regardons maintenant du côté des dispositions et de la situation dans l'autre camp, celui des pays anticapitalistes, nous devons faire les remarques suivantes : il n'y a aucun indice que Moscou ou Pékin soient prêts à sacrifier purement et simplement le Vietnam pour arriver à Genève à un compromis favorable à l'impérialisme. Ni leurs propres intérêts, ni le rapport de

forces actuel ne les incitent à faire une telle concession.

Ils peuvent à la rigueur proposer des solutions de compromis telles que le partage du pays, gouvernement mixte, ou encore élections générales pour décider du sort du pays, sachant que le rapport de forces actuel joue en faveur du Vietnam dans n'importe laquelle de ces solutions.

Mais même cela n'est pas certain, la forme précise de chacune de ces solutions de compromis théoriquement possibles étant dans la situation actuelle très difficile si on veut satisfaire partiellement les impérialistes, sans léser sérieusement le Vietnam.

A l'encontre de la position prise à Berlin sur l'Allemagne, Moscou et Pékin peuvent se faire à Genève les champions ardents d'une solution éminemment « démocratique » au Vietnam (et même en Corée) préconisant que le sort du pays soit décidé par des élections générales libres.

On peut escompter à coup sûr que dans ce cas c'est l'impérialisme qui refusera cette solution.

Il faut d'autre part, et avant tout, compter avec la position propre du Vietnam, basée sur sa réelle puissance aussi bien sur le plan militaire que politique dans le pays tout entier. Grâce aux sacrifices inouïs et à l'héroïsme incomparable des masses vietnamiennes, le Vietnam mène victorieusement une des plus glorieuses guerres révolutionnaires de libération nationale et sociale. Les pages qu'écrivent les soldats de la Guerre-Révolution du Vietnam n'ont d'équivalentes dans la lutte anti-impérialiste de notre siècle que celles de la Révolution chinoise et de la Guerre-Révolution de Corée. Elles consacrent la place d'avant-garde qu'occupent de nos jours les masses coloniales dans la lutte contre le régime capitaliste. Ni Moscou ni Pékin ne pourraient, même s'ils le voulaient, disposer librement du Vietnam victorieux en tant que « monnaie d'échange ».

Dans ces conditions un marchandage à Genève au profit de l'impérialisme apparaît exclu; la Conférence soit entérinera le statu quo en Corée et le recul marqué — sinon l'abandon — des positions impérialistes au Vietnam, soit échouera complètement, en particulier sur cette deuxième question.

On risque d'assister alors (sinon déjà avant) à une intervention plus directe et massive de l'impérialisme au Vietnam, à une sorte de rebondissement d'une nouvelle guerre comme en Corée. Mais les conditions générales ayant changé énormément depuis 1950, une telle guerre risque évidemment de ne plus rester « limitée ».

G. MILLET.

# Lettre de Saïgon

La guerre va connaître un tournant décisif dans les jours à venir. Tout le monde ici voit que la situation devient de plus en plus intenable pour le corps expéditionnaire français. Du point de vue politique, l'expérience Bao-Dai essuie un échec des plus retentissants avec l'attitude réticente du « Congrès National » et avec le refus non moins significatif des « nationalistes » en ce qui concerne la participation à son gouvernement. Si les impérialistes croient encore au renforcement du « prestige » de Bao-Dai, ils en sont pour leurs frais ! Du point de vue militaire les Français sont, à vrai dire, depuis longtemps sur la défensive. Encore est-il que leurs positions même dans les grands centres sont de plus en plus détériorées. Le rapport de force se penche nettement vers le côté de la résistance. Ce qui provoque des signes de démoralisation visibles chez les soldats français et baodaïstes. Par contre, l'enthousiasme et la combativité des combattants de la résistance ne cessent d'augmenter. Ce facteur est des plus importants, surtout à cette période actuelle de la guerre.

Les baodaïstes ont de moins en moins confiance en la force du corps expéditionnaire, je ne dis pas en leur propre force, car leur armée n'est qu'un « épouvantail sans attache » prêt à tomber au premier coup de vent. Des signes de désintégration commencent à se manifester. Une certaine haute personnalité pro-baodaïste, par exemple, cherche à abandonner son poste, par peur de représailles après la défaite française. Beaucoup d'autres « nationalistes » préfèrent une attitude « anti-gouvernementale » ou tout au moins « neutre ». Histoire de se délimiter avec une « expérience » qui touche à sa fin. Les Français savent tout cela. Mais que faire ? Ils s'empêchent dans une situation sans issue. Nous savons que, sans la pression de l'Amérique qui trouve une raison évidente à la continuation de la guerre, les Français auraient depuis déjà longtemps accepté la négociation avec Ho-Chi-Minh. Ne serait-ce que pour sauvegarder le peu qu'il reste à sauvegarder.

La bataille de Dien-Bien-Phu tourne mal pour les troupes françaises. Initialement, ce camp retranché devait servir aux Français comme un point de « fixation » des troupes du Vietnam, lors de leur marche victorieuse vers Luang Prabang. L'état-major du corps expéditionnaire pensait pouvoir ainsi freiner « l'invasion » de Laos. Actuellement, ce camp devient le point de « fixation » des troupes françaises. Tous les avions disponibles, tous les moyens techniques et militaires fournis par les Etats-Unis, se déversent sur ce camp « comme dans un trou sans fond ». Les Français de Saïgon annoncent les pertes de l'ennemi, mais se taisent sur leurs propres pertes. En réalité, ils subissent un dégat beaucoup plus important que la bataille de Lang-Son. Une cinquantaine d'avions abattus, des morts et des blessés par milliers. Le plus désastreux, pour eux, c'est que les défenseurs du camp vivent en vase clos, complètement coupés avec l'extérieur (sauf liaison par radio et ravitaillement par avions).

La résistance vietnamienne est consciente de ses forces, le peuple conscient de l'issue victorieuse de la bataille.

# DE TOUS LES PAYS

## CARACAS

La X<sup>e</sup> Conférence panaméricaine vient de terminer ses travaux à Caracas (Venezuela).

Le principal événement de cette Conférence, ce fut une sorte de combat de David contre Goliath entre le Guatemala et les Etats-Unis.

Pour les Etats-Unis, qu'il s'agisse de la stratégie périphérique ou d'une autre, le continent américain est la base principale et une source très précieuse de matières premières. C'est pourquoi ils sont décidés à tout faire pour y assurer « l'ordre ». Mais les pays de l'Amérique latine qui ont une structure de pays colonial au niveau de vie extrêmement bas aspirent à s'industrialiser pour améliorer leur sort. Ils cherchent à vendre leurs produits agricoles et leurs matières premières à de meilleurs prix.

A Caracas, Foster Dulles, qui venait de quitter la conférence de Berlin, voulait obtenir avant tout une résolution condamnant le communisme, visant en l'occurrence le Guatemala. Non que ce pays ait aboli le système capitaliste, mais il a exproprié environ 160.000 hectares de l'United Fruit Co, une grosse entreprise américaine qui exploite odieusement les pays de l'Amérique centrale. (On dit que Foster Dulles est un actionnaire de cette entreprise). Il fit passer la lutte contre le communisme qui occupait le cinquième point de l'ordre du jour à la première place. Et finalement sa résolution fut adoptée par 17 voix contre 1 (Guatemala) et deux abstentions (Argentine, Mexique). La plupart des délégués des autres pays — ayant besoin de dollars — ne pouvaient faire autrement que de voter selon les désirs de Foster Dulles; s'il l'avait voulu, déclara un d'entre eux au New York Times, la Conférence aurait aussi voté 2 et 2 fois 5.

Mais la Conférence dans sa grande majorité ne cacha pas ses sympathies pour le Guatemala dont le ministre des Affaires étrangères défendit brillamment les positions.

Les Etats-Unis ont dû promettre la tenue d'une conférence économique prochaine à Rio-de-Janeiro pour examiner les besoins des républiques latino-américaines. Mais au moment où ils sont menacés d'une crise économique sérieuse, les Etats-Unis sont moins que jamais capables d'aider ces pays sous-développés à s'émanciper. Ces pays ont été les premiers, à la fin du 19<sup>e</sup> et au début du 20<sup>e</sup> siècle à goûter l'impérialisme américain naissant. La politique du « good neighbour » (bon voisinage) de Franklin Roosevelt, au cours de la deuxième guerre mondiale, n'a pas eu le temps de faire oublier la politique antérieure du « big stick » (grand gourdin) manié entre autres par son oncle Theodore Roosevelt.

Les peuples latino-américains sont, dans tous les pays coloniaux et semi-coloniaux, entrés dans la lutte pour leur libération. Finie la période des pronouncements, nous sommes dans le siècle des masses. Les ouvriers sont presque partout fortement organisés syndicalement. Les paysans veulent s'émanciper. Jusqu'à présent presque partout les directions sont entre les mains de bourgeois ou de petits bourgeois, et cela suffisait déjà à soulever les inquiétudes de Washington. Mais une nouvelle étape com-

mence à se dessiner. Les ouvriers, au moins des couches assez larges d'avant-garde, cherchent de nouvelles solutions, de nouvelles directions.

L'Amérique latine sera un des points les plus sensibles où la révolution portera des coups puissants et même décisifs à la citadelle dernière du capitalisme mondial.

## LA REVOLUTION EGYPTIENNE CHERCHE SA VOIE

Il est difficile de suivre exactement la marche des événements au Caire. Un jour c'est Néguib qui a le dessus, la semaine suivante c'est Nasser. Quelle est la signification de cet imbroglio ?

La monarchie de Farouk qui n'avait l'appui que d'une toute petite couche détestée avait succombé devant le mécontentement des fellahs aspirant à une vaste réforme agraire, des ouvriers désireux d'obtenir un certain nombre de libertés et de garanties élémentaires, d'une petite bourgeoisie réduite à la portion congrue.

Le pouvoir était passé à l'armée, dont les origines sont essentiellement petites bourgeoises. Il semble que la plupart des officiers du Conseil de la Révolution étaient à la fois très sincères, très honnêtes... et très ignorants des réalités sociales et des lois qui président à la marche des sociétés.

Mais ils avaient en face d'eux les impérialismes anglais et américain, qui eux aussi voulaient « l'ordre » mais à leur façon, et les vieilles couches dirigeantes qui s'arrangeaient bien du départ de Farouk mais qui ne voulaient pas renoncer à leurs biens, à leurs fortunes, à leurs privilèges. A la première crise dans la direction militaire, ces derniers curent le moment propice pour reprendre les choses en main. C'est leur pression qu'a exprimée Néguib en préconisant, en même temps que le juste mot d'ordre d'Assemblée Constituante, le rétablissement des partis interdits (à l'exception du parti communiste), mesure qui laissait présager le retour des hommes de l'ancien régime.

Les masses ouvrières et les masses paysannes sont en Egypte très peu politisées. Néanmoins elles ont senti le danger et, tout récemment, les ouvriers ont manifesté leur volonté au Caire par la grève générale.

Incontestablement, malgré de nombreuses sources de confusion, les masses — et en particulier les masses ouvrières — prennent conscience de leurs forces et de leurs intérêts. Les officiers du Conseil de la Révolution ont dû reconnaître la force des syndicats ouvriers.

La révolution égyptienne part, pour de multiples raisons, d'un niveau de conscience et d'organisation assez bas, mais elle suit inexorablement le chemin de toute révolution : les lignes de classe viennent en relief, la classe ouvrière tend à y prendre la place dirigeante et à devenir le porte-parole des autres couches exploitées.

## MANIFESTATIONS A SEVILLE

Les incidences de l'aide américaine à l'Etat franquiste ne cessent de se manifester sur le coût de la vie du pays « aidé ». Ainsi les tarifs ferroviaires viennent d'être relevés en Espagne de 30 %. La caste des officiers de l'armée — tout se tient — voit elle aussi relevés ses appointements.

Pour amortir un peu le fâcheux « choc psychologique » de la ménagère, Franco annonce que l'augmentation de ces tarifs n'affectera nullement le transport de quelques denrées alimentaires de base pour la population. Cette bonne blague ne trompera certainement pas la ménagère. Celle-ci est, là-dessus, fixée à l'avance; elle sait que d'ici peu le prix des pommes de terre fera un bond pour s'aligner à l'indice général des prix, et que ce bond sera d'autant plus grand qu'il sera retardé. D'ici là les spéculateurs prépareront leur opération en stockant ces denrées alimentaires dont la hausse de prix est certaine, et à laquelle ils contribueront.

Devant la cherté de la vie, le mécontentement de la population s'emmagasine quand il n'éclate pas par ci par là. A Séville, les étudiants ont à deux reprises manifesté dans la rue contre le relèvement des tarifs des tramways. Se rappelant qu'une protestation de ce genre en 1951 à Barcelone fit tache d'huile jusqu'à déclencher la grève générale, et que tout récemment à Madrid les étudiants — pourtant phalangistes — ont bravé le gouvernement, les autorités se sont dépêchées de lancer contre les étudiants sévillans les forces de « l'ordre ». Celui-ci a été rétabli à coups de matraque. Quant aux revendications de la Compagnie des tramways, elles ont eu gain de cause, le « coût de la vie » devenant, semble-t-il, « insupportable » pour cette grosse entreprise dans laquelle seraient intéressés entre autres leurs Eminences les cardinaux.

Certes, comme écrivait Trotsky au sujet de l'Espagne de 1930-1931, ce ne seront pas les étudiants qui feront une révolution en Espagne, pas plus qu'ailleurs. Mais le mécontentement de ces milieux exprime celui d'une large couche de la petite bourgeoisie qu'on ne saurait effacer.

Capitaliser ce mécontentement, l'orienter, lui donner des buts précis minant le régime franquiste, telle est une des tâches que les organisations ouvrières espagnoles ont devant elles. Mais pour cela il faut que le prolétariat espagnol organisé apparaisse aux yeux des classes moyennes comme la seule force capable de mettre un terme à leur détresse matérielle.

# Le Parti Mondial de la Révolution Socialiste

**P**OUR souligner l'importance du 4<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale, nous aurons à revenir sur plusieurs questions, qui toutes aboutissent à la même conclusion : les marxistes révolutionnaires doivent être organisés dans un même parti mondial centralisé et démocratique.

Dans la lutte implacable que mène la bourgeoisie pour empêcher la construction d'organisations ouvrières, elle utilise toute une gamme de moyens : la répression, l'achat, la corruption. Mais même utilisés à grande échelle ces moyens sont conjoncturels et n'auraient qu'une efficacité restreinte. Par contre, pour empêcher la prise de conscience de classe, pour obscurcir celle-ci, pour émousser la pensée révolutionnaire, toute la société pèse sans arrêt, par toutes ses idées, tous ses préjugés, massivement et insidieusement. La pression idéologique de l'opinion publique officielle, constante, partout présente, enserre, tente de plier, de noyer la clarté de pensée de la classe révolutionnaire et de son avant-garde marxiste.

L'école, l'honneur du drapeau, les affectueuses craintes de la famille, le cinéma, la presse, la radio, les préjugés de sexe, de race, le respect aux prêtres et « si dévoués », tout pèse dans le même sens : introduire des préjugés bourgeois et petits bourgeois dans le mouvement ouvrier et dans son avant-garde.

La classe ouvrière, sans même parler de la petite bourgeoisie, est environnée par cette atmosphère qui pénètre quelque peu en elle, y compris dans ses organisations.

Cette pression idéologique de l'ennemi de classe prend des formes grossières qui ne sont évidemment pas dangereuses. Mais elle a aussi une forme « naturelle » qui semble inévitable, celle de la propre tradition nationale du mouvement ouvrier de chaque pays, car dans cette tradition nationale subsistent des traits ou dominent cette pression idéologique de la classe dominante.

Il ne faut naturellement pas ignorer les conditions particulières à chaque pays pour atteindre le but identique à toutes les classes ouvrières : la révolution prolétarienne — et la IV<sup>e</sup> Internationale en tient le plus grand compte pour son action. Mais il ne faut pas perdre de vue que ce qui est spécifiquement « français », « allemand » ou « américain » risque d'être et est souvent fautes d'agir et de penser introduites par la société nationale bourgeoise. C'est grâce à une telle façon nationale de voir les choses que la bourgeoisie réussit le plus souvent

à obscurcir et à ligoter l'élan du prolétariat.

Qui ne se rappelle de l'effet contre-révolutionnaire de la politique du P.C.F. appelé à relever « notre » pays en 1944-45 ? Qui ne voit pas la victoire que constitue pour la bourgeoisie l'orgueil ou le mépris même léger de « l'homme blanc » ? etc.

Surmonter cette optique nationale, cette limitation nationale qui est le meilleur canal de la pensée bourgeoise, a été et reste une des tâches fondamentales de la construction et de l'éducation du parti de l'avant-garde marxiste. Voir et agir en marxiste signifie ne pas juger d'un point de vue national, même si ce point de vue apparaît sous la forme de la défense d'intérêts — ou de ce qui semble être les intérêts — de « sa » classe ouvrière nationale. La vraie pensée marxiste n'a pas de patrie.

Seul le parti mondial peut permettre une éducation, une politique, une action véritablement internationaliste. Le rassemblement dans un même parti mondial de militants de toutes origines nationales discutant démocratiquement de tous les problèmes internationaux et nationaux, soumis à la même discipline envers les congrès mondiaux et une direction centralisée, acceptant les mêmes lois d'organisation constitue une opinion publique d'où sont, par définition, éliminés les traits spécifiques à chaque pays, c'est-à-dire, en particulier, les traits nationaux-bourgeois.

La vision nationale, même ouvrière, étroite, ne peut ni y naître ni y survivre. Au même titre, ne peut s'y développer ni surtout y triompher la pression de la pensée stalinienne qui est, par définition, la subordination aux intérêts d'une couche privilégiée — pas même de toute la classe ouvrière — d'un seul pays : l'U.R.S.S.

Nous sommes entrés dans la période de la révolution internationale. L'impérialisme tend plus que jamais toutes ses forces pour essayer de survivre à la lutte finale qui a commencé. Sa pression sur toutes les couches de la société est décuplée. Aujourd'hui plus que jamais, l'éducation d'une avant-garde marxiste révolutionnaire ne peut se faire que dans un parti mondial (1).

Le pire fléau au développement vers le socialisme des pays de l'Est européen, de l'U.R.S.S., de la Yougoslavie, de la Chine est constitué par l'abandon de l'internationalisme — non en parole, mais en acte, celui d'une internationale démocratique et centralisée — par leurs partis dirigeants. La défense de ces pays, et des autres ré-

volutions, contre l'impérialisme, leur reconstruction, la marche vers le socialisme feront de l'Internationale une nécessité si évidente que ceux qui en défendent l'idée et lui auront formé des cadres deviendront les porte-paroles des masses prolétariennes. Toutes les idées « nationales » si pronées aujourd'hui, seront reléguées à leur juste place, derrière la grande idée des Etats-Unis socialistes.

**L**A fidélité à l'enseignement de Lénine c'est aujourd'hui de construire dans tous les pays des partis bolcheviks comme sections du parti mondial. C'est à la construction d'un tel parti mondial que travaillent les trotskistes dans le monde entier.

Tirant les leçons de l'acquis des dernières années, le 3<sup>e</sup> Congrès mondial de notre Internationale montrait que pour la première fois notre mouvement établit un rapport entièrement nouveau dans l'histoire du mouvement ouvrier mondial entre la direction internationale et les principales sections nationales. A l'internationalisme abstrait de la II<sup>e</sup> Internationale — où l'Internationale apparaît comme la seule somme des sections nationales — et à l'internationalisme mécanique de la III<sup>e</sup> Internationale à l'époque stalinienne — où l'Internationale fonctionne en réalité comme le bras prolongé d'une seule section, celle de l'U.R.S.S. — la IV<sup>e</sup> Internationale a substitué une conception vraiment dialectique de l'internationalisme, expression de la réalité mondiale contemporaine de la lutte de classe.

C'est cette conception du parti mondial que notre 4<sup>e</sup> Congrès mondial va approfondir encore et mieux encore enraciner. Ainsi, il remplira, et sera le seul à remplir, une tâche vitale et urgente, pour l'ensemble du mouvement ouvrier international.

DUMAS.

(1) Ceci a été encore une fois vérifié, malheureusement sous une forme négative, et dans notre propre mouvement. La fraction du « Socialist Workers Party », américain, qui a rompu avec le trotskisme, a montré comment l'abandon de l'idée d'un parti mondial centralisé allait de pair avec la soumission à la pression de sa bourgeoisie. En même temps que M. Weiss appellait, dans « The Militant », les ouvriers de l'Allemagne de l'Est à aller chercher les cols Eisenhower, Cannon exposait doctement que l'Internationale devait être une fédération consultative de partis collaborant entre eux, mais non un parti mondial centralisé.

## Fixer une perspective de lutte générale pour mieux préparer la grève du 28

Il y a bientôt deux mois que la proposition de « grève de 24 heures » de la commission administrative de la C.G.T. est lancée et depuis, tous les militants ouvriers se consacrent à sa préparation. Où en sommes-nous ?

Cette idée de grève générale de 24 heures est accueillie favorablement par tous les ouvriers, tant sont grandes et leur volonté de combat et leur aspiration à de meilleures conditions d'existence. C'est tout le sens de ces constants mouvements de grève depuis août 1953 dans tous les secteurs de la classe ouvrière et jusque dans les plus « difficiles » (telle la grève de 15 jours des chauffeurs de Citroën). De même les réunions de syndiqués C.G.T., les consultations de travailleurs, organisées par la C.G.T. ont confirmé cette volonté de lutte.

Les appels de sections syndicales (C.G.T., C.F.T.C., F.O.) adoptant le mot d'ordre et demandant aux confédérations de préparer la grève de 24 heures EN COMMUN se comptent par centaines. Des unions départementales C.G.T., C.F.T.C. et F.O. et quelques fédérations ont déjà réalisé un accord.

La consultation des métallurgistes F.O. dans la Seine par leur U.D. s'est prononcée pour la grève de 24 heures et pour la préparer en commun avec la C.G.T.

Devant de tels résultats qui révèlent la pression unitaire de toute la classe ouvrière sur ses organisations, se vérifie la justesse de la politique de propositions d'unité au sommet qui, inaugurée occasionnellement par le bureau confédéral C.G.T., doit devenir systématique si nous voulons que s'accroisse le mouvement d'unité d'action.

Cependant, la classe ouvrière s'impatiente devant la longueur de la préparation de la grève de 24 heures. Voilà déjà plus de deux mois, depuis les propositions de la commission administrative de la C.G.T. et si la volonté de combat grandit, le sentiment naît que « CELA TARDE TROP ».

Des comités de préparation à la grève de 24 heures, constitués rapidement dans des secteurs d'avant-garde (comme la métallurgie), se plaignent de ne pas pouvoir « vivre » par manque d'aliments. C'est à cette situation que faisait allusion B. Frachon dans un récent article paru dans l'Humanité, donnant à ces comités l'objectif d'« actions » pour leurs revendications d'usines ou d'ateliers en attendant la grève de 24 heures.

C'est ce problème que nous retrouvons aux conférences ouvrières dont l'organisation par la C.G.T. est en soi parfaitement correcte. La question du jour de la grève n'est pas non plus une petite question. A ces conférences qui regroupent surtout l'avant-garde, les militants de la C.G.T. ont souligné. Ils disaient :

— Surtout pas un vendredi parce que ce serait un troisième dimanche et que cette journée doit être une grande journée de lutte ; — Pas un jeudi car les enseignants n'y participeraient pas.

Ces propositions ont été heureusement retenues par le Comité confédéral de la C.G.T. qui propose le mercredi 28 avril.

C'est cette aspiration à de TRES GRANDES LUTTES, ce souci de voir des millions de travailleurs dressés contre ce régime de misère que nous retrouvons dans ces propositions de délégués à ces conférences appelant à de grandes manifestations de masses. Une fois encore, c'est ce problème des perspectives qu'ouvre une lutte d'ensemble de la classe ouvrière et que posent implicitement tous les ouvriers.

Les 24 heures de grève ne résoudront rien en elles-mêmes.

Les ouvriers n'hésitent pas à soulever la question du gouvernement et de sa politique. A une conférence régionale, un ouvrier disait en liant le problème de la revalorisation du pouvoir d'achat à la guerre d'Indochine : « Parlons aussi de la cessation de la guerre d'Indochine, on peut le faire car TOUT LE MONDE EST CONTRE. »

De n'est pas la « politique » en soi qui divise, c'est une mauvaise politique. La classe ouvrière le comprend bien, elle qui est tout entière CONTRE CE GOUVERNEMENT DE PATRONS.

C'est ce coup de fouet qui lui manque qu'il faut donner au mouvement.

LE FRONT UNIQUE de TOUTES les organisations ouvrières qui, en organisant la lutte générale, posera la question du gouvernement P. C. F. P. S. qui seul PEUT DONNER SATISFACTION AUX REVENDICATIONS DES TRAVAILLEURS.

R. DUPARC.

## Nos lecteurs nous écrivent :

### Sur la hiérarchie.

« Lecteur assidu de votre journal, je suis en particulier les problèmes que vous abordez dans la page ouvrière. L'accent y est mis à juste titre sur les moyens de réaliser l'unité d'action pour arracher les revendications mises en avant par les travailleurs de toutes les corporations. C'est dans le cadre de cette action que je veux vous dire quelques mots sur un problème qui touche de près ces revendications dans certains secteurs de salariés : celui de la hiérarchisation des augmentations réclamées, et plus généralement ce que l'on doit dire sur la hiérarchie actuellement.

« En effet la revendication actuelle du minimum vital à 25.116 francs permet l'accord de tous les salariés. Les acomptes réclamés immédiatement et à valoir sur une augmentation générale des salaires varient suivant les corporations et même suivant les entreprises, mais une tendance se généralise à ne pas réclamer la hiérarchisation de ces acomptes. A mon avis, cette position est juste. Depuis la libération, les augmentations de salaires qui ont été hiérarchisées ont favorisé les hauts salaires. Aujourd'hui, il faut arracher une augmentation substantielle qui redonne aux plus bas salaires un pouvoir d'achat qui sera d'ailleurs encore assez loin de celui de 38.

« Ceci permettrait de resserrer l'éventail des salaires qui n'a fait qu'ouvrir depuis 1945 et qui fait que les hauts salaires ont moins souffert de la détérioration constante du pouvoir d'achat des masses travailleuses.

« C'est avec des techniciens ou des dessinateurs, salariés ayant des coefficients entre 200 et 300, que j'ai discuté de ces questions. Il y a dans ce milieu une résistance évidente à accepter la lutte pour des augmentations non hiérarchisées.

« Les patrons jouent sur cette résistance de la part de ces catégories pour essayer d'amortir le courant unitaire actuel. Il est bien évident que dans certains milieux de fonctionnaires une nuée de catégories existent qui rendent difficiles l'accord entre les différents échelons qui veulent conserver leurs avantages particuliers.

« Cette question ne peut être résolue uniquement par un recensement de l'éventail des catégories en donnant plus aux bas échelons défavorisés.

« C'est l'ensemble de la convention collective qu'il faudra tôt ou tard réexaminer en recherchant à redonner à la hiérarchie une concentration

plus grande en partant de salaires de base élevés.

« A ce propos il est intéressant de noter que le projet de convention collective présenté par les travailleurs C.G.T. de la métallurgie tient compte de ces problèmes en érasant légèrement l'échelle des catégories. La proposition va de 110 à 170 au lieu d'aller jusqu'aux 185 actuels. Ceci en assurant à la base un salaire horaire donnant un minimum jamais inférieur à 25.116 francs.

Mais ce qui est fait actuellement dans ce projet est à mon avis encore insuffisant, car c'est l'ensemble de l'échelle qu'il faut revoir jusqu'aux indices 400 et plus.

« S'il faut arracher tout de suite des augmentations qui permettent de ne plus voir de salaires inférieurs à 25.000 francs, il faut également revoir l'ensemble de ces questions car déjà aujourd'hui 25.000 francs sont insuffisants. Le retour à un nombre restreint de catégories est aussi essentiel car, pour certaines corporations, chez les fonctionnaires notamment, la multiplicité des catégories et le mode de calcul des salaires sur des taux de base datant de 1945 ne permet plus aujourd'hui aux salariés de se retrouver dans leurs payes et permettent au patronat de voler encore plus les salariés.

« Je ne pense pas que ces questions puissent être tranchées immédiatement, mais elles seront à discuter dans les mois qui viennent. »

H. F., dessinateur industriel.

### Sur les Comités d'Action.

« Ayant participé à une conférence départementale pour la préparation de la grève de 24 heures, j'ai entendu d'anciens membres de votre mouvement défendre un mot d'ordre de Comités paritaires comme moyen de réalisation du Front Unique Inter-syndical. Quelle est votre position à ce sujet ? »

« Le mot d'ordre des comités paritaires ne constitue pas la panacée de l'organisation de la lutte, pas plus d'ailleurs que la seule élection de comités d'unité d'action.

« La classe ouvrière l'a tellement bien compris qu'au mois d'août 1953 elle a su trouver les formes d'organisation qui lui convenaient le mieux, c'est-à-dire la combinaison des deux formes (représentation paritaire et élection de délégués au comités d'unité d'action).

« En définitive, les astuces organisationnelles ne remplacent pas une politique.

## Vers l'unité d'action CHEZ RENAULT

Dans notre dernier numéro, nous présentions les deux lignes du syndicat C.G.T. : celle sectaire suivie le 25 novembre 1953 dont nous avons montré l'inefficacité dans ces colonies et abandonnée depuis lors, et celle plus unitaire adoptée depuis le début de l'année, dont l'effet bénéfique se fit sentir le 29 janvier puisque ce jour-là 15 à 20.000 ouvriers de l'usine participèrent au mouvement de grève de 2 heures.

C'est dans ce sens qu'est conduite la préparation de la grève de 24 heures.

### FAISONS LE POINT.

Le syndicat C.G.T. a proposé à différentes reprises aux syndicats F.O. et C.F.T.C. de l'entreprise de les rencontrer en vue de préparer en commun la grève de 24 heures comme il avait été fait le 29 janvier.

Le syndicat C.F.T.C. s'est rendu plusieurs fois à ces invitations. Mais prétextant le mot d'ordre des comités d'unité d'action émis par la C.G.T., il s'était toujours refusé de lancer un appel commun à l'ensemble de l'usine.

C'EST MAINTENANT CHOSE FAITE : le 2 avril, C.G.T. et C.F.T.C. lançaient un tel appel, demandant aux confédérations d'organiser ensemble la grève de 24 heures et invitant le syndicat F.O. de l'usine à agir de même. Ceci ayant été réalisé à la suite de différents appels de sections syndicales d'ateliers comme au 50-59, au 36-62, à l'usine O, etc.

Les difficultés rencontrées sur le plan confédéral gênent le développement de cette préparation de la grève.

Qu'attendent Bothereau et Boula-doux ? L'attente essouffle le mouvement. On l'a bien remarqué le 21 mars à la conférence de l'usine où seulement 100 à 150 ouvriers s'étaient déplacés, pour la plupart cégétistes.

### OU ALLONS-NOUS ?

La nécessité du combat ne fait aucun doute pour les ouvriers, quoi qu'en dise le syndicat F.O. de l'usine qui invoque une apathie des ouvriers.

Ceux-ci veulent se battre, mais ils veulent savoir où ils vont, ce qu'aucune organisation ne leur dit.

C'est cette volonté d'aller très loin qu'ils expriment lorsqu'ils disent : « D'accord pour 24 heures de grève, mais il faut continuer si elle marche bien et décrocher tout ce qu'on réclame depuis des années. »

Tous les jours on peut sonder ce que pensent les ouvriers.

Pas combattifs ? Mais alors pourquoi la grève des mouleurs il y a 15 jours qui obtiennent d'ailleurs des satisfactions partielles ?

Sectaires et rejetant les organisations syndicales ? Mais alors pourquoi l'union de tous les ouvriers du département 38 se réalisa au cours d'un débrayage lorsqu'un délégué F.O. est sanctionné par la direction dans l'exercice de son mandat ?

Des exemples, on pourrait en trouver sans arrêt. Ce qui importe aujourd'hui, c'est de réunir toutes les actions partielles dans la grève de 24 heures, c'est unir toutes les énergies, c'est réaliser le FRONT UNIQUE A TOUS LES ECHELONS, DU SOMMET A LA BASE ET DE LA BASE AU SOMMET.

## SUCCÈS DE LA FEDERATION POSTALE C. G. T.

Dans les P.T.T., corporation extrêmement divisée, il y a quatre syndicats. Force Ouvrière était le plus puissant mais après les grèves d'août la situation s'est trouvée transformée : non

	1952	1954	1952	1954
C. G. T. ....	52.932	62.083	2.120	2.538
F. O. ....	45.742	45.016	2.336	2.324
C. F. T. C. ....	25.637	26.969	808	734
Autonomes et divers ....	5.116	9.672		276

Dans la région parisienne, la C.G.T. obtient 60 % des suffrages et gagne 2.395 voix ; la C.F.T.C. obtient 17 % des suffrages et perd 1.038 voix ; F.O. avec 18,20 % perd 2.479 voix ; la Fédération Autonome obtient 10,60 % des suffrages et gagne 2.257 voix.

Au total dans la région parisienne : Fédération Postale : 20.064 voix ; Fédération Syndicaliste F.O. : 7.334 voix ;

Fédération C.F.T.C. : 6.863 voix ; Fédération Autonome : 5.546 voix. Il faut remarquer que F.O. reste

seulement Force Ouvrière n'est pas le plus puissant, mais la C.G.T. a acquis une influence considérable comme en témoignent les résultats des récentes élections :

	1952	1954
C. G. T. ....	52.932	62.083
F. O. ....	45.742	45.016
C. F. T. C. ....	25.637	26.969
Autonomes et divers ....	5.116	9.672

extrêmement fort en province et dans la région parisienne sa position n'est pas négligeable. Après la grève d'août la grève de décembre a permis aux Autonomes de se poser en champions de l'unité des postiers et aussi leur a permis de démanteler dans biens des cas les sections locales de F.O. et de la C.F.T.C. Cependant, leur politique est louvoyante, allant de l'aventurisme au freinage de l'action pour la grève de 24 heures. A remarquer qu'ils ont présenté des listes partout et, à part dans la région parisienne, et surtout les bureaux-gares, n'ont obtenu que très peu de voix.

La ligne de la Fédération Postale est loin d'être toujours concrète, mais son attitude est généralement plus responsable et son enracinement dans les couches les plus basses de la hiérarchie l'empêche de commettre des erreurs ou des volte-face comme le fait la Fédération Autonome.

L'attitude de F.O. et de la C.F.T.C. vis-à-vis de la C.G.T. sera obligée de s'améliorer si C.G.T. et Autonomes réunis s'unissent de la base au sommet et envoient des appels communs pour la grève de 24 heures décidée par la C.G.T.

Cela sera un pas concret vers le syndicat unique des postiers que tous désirent voir se réaliser.

## « MA VIE »

de Léon Trotsky

Gallimard vient de rééditer l'autobiographie que Trotsky écrit peu après son arrivée en exil en Turquie, en 1929. Il y raconte son enfance puis, c'est sa participation au mouvement révolutionnaire : les premières années dans la province russe, l'arrestation, la première déportation en Sibérie, la première évasion, les premiers congrès de la social-démocratie russe, la révolution de 1905, nouvelle arrestation, nouvelle déportation, nouvelle évasion, les congrès de l'Internationale ouvrière, les guerres balkaniques, la première guerre mondiale, Zimmerwald, la révolution de 1917, la formation de l'Armée rouge, la lutte contre la bureaucratie, une troisième déportation, un troisième exil. Des portraits de V. Adler, de Martov, Plekhanov...

## Souscriptions

Emile, 2.000; G. Paris, 1.000; O. V., 300; I. Couvat, 200; Michaud, 800; L. Paris-15<sup>e</sup>, 200; M. Loiret, 5.000; J. M., Paris, 200; Deldon, 400; Vandelle, 200; P., Charente, 600; C., Rhône, 300.

Listes de Belgique 32 et 48 (en francs belges). — Un typp, 110; Vanderborg-P., 50; Edmond, 40; un verrier, 22; Jules, 50; Augustin, 5; Klo, 35; un employé, 20; divers, 17,50; un typp, 60,50; un mineur, 20; Dedonder, 100; un métal, 50; un mineur, 60; un pensionné, 20; Max, 10; un mineur, 50; Vajenberg, 20; Lannoi Florent, 30; Madeleine Lesol, 110; Lucien, 50; un mineur, 40.

Liste 2.912, 1.700; liste 634, 5.000; O. B., 1.000; liste 8.311, 1.700; liste 9.615, 1.000; liste 9.132, 1.000; Belgique, 3.470; un sympathisant, 500; Emile, 2.000; liste 810, 700; liste 1.402, 2.600; liste 1.749, 2.500; M. E., 200; souscription anonyme, 500; liste 1.304, 500.

TOTAL : 32.426.

## CONGRÈS C. G. T. du Personnel de la SECURITÉ SOCIALE

Ce congrès s'est déroulé à la Maison des Syndicats, avenue M.-Moreau, les 12, 13 et 14 mars dernier.

Il n'a été qu'une assez faible représentation de l'importance de la C.G.T. dans cette corporation.

Les interventions, peu nombreuses mais longues, démontraient que, dans les caisses ou les syndicats ont fait preuve de vitalité et de dynamisme, c'est sur leur initiative beaucoup plus que sous l'impulsion de la Direction syndicale.

Ces interventions traitaient beaucoup des questions corporatives (conventions collectives, rapport syndical, cadre, syndicat employé, etc.) et très peu de problèmes communs à l'ensemble des travailleurs. Très peu de délégués sont intervenus sur la préparation de la grève de 24 heures. Aucun n'a parlé du rapport de la commission exécutive sortante qui dans un texte très important traitait assez profondément de la situation de la classe ouvrière en France, des questions intéressantes tous les exploités. Certains délégués ont repris le discours d'ouverture de Benoit Frachon qui traitait de certains aspects du problème de l'unité.

Ces délégués en ont profité pour faire leur autocritique en ce qui concernait leur sectarisme avec des exemples à l'appui. Des membres des syndicats C.F.T.C. et autonome assistaient en temps qu'invités à ce congrès (F.O. s'était excusé par lettre). Leur intervention et leur présence rendait ces démonstrations assez spectaculaires...

Comme dans les autres syndicats les tâches sont nombreuses et le collectage de signatures et de pétitions est lourd et accompli de façon très inégale dans les diverses caisses. D'ailleurs seules les caisses ou les centres importants avec grande concentration d'employés peuvent faire un tel travail.

En général, si ce congrès était intéressant, on peut dire qu'il avait été très mal préparé malgré le souci apparent de la direction sortante. L'ensemble de la discussion le démontre.

Toutefois il faut noter que des tentatives réelles de se dégager du corporatisme qui caractérise cette catégorie de travailleurs se font jour. Le déroulement des événements ne peut qu'accroître ce phénomène et amener les employés de la S.S. à lier de plus en plus leurs revendications aux revendications et aux problèmes de l'ensemble des travailleurs.

Les grèves d'août ont créé un climat favorable à cette transformation. Les réunions d'août et de septembre en ont été le témoignage.

Les résultats des élections des délégués du personnel et des cadres du 16 mars 1954 indiquent que les leçons du mois d'août ont amené beaucoup de nos camarades à réfléchir.

Partout la C.G.T. a remporté des gains (sièges ou voix). Il faut que ces résultats amènent les dirigeants C.G.T. à plus d'audace et de fermeté dans leurs rapports avec les dirigeants des autres syndicats pour la réalisation de l'Unité.

## Il faut défendre les conquêtes du Syndicat du LIVRE

UNE offensive de grand style a été engagée par les Syndicats F.O. et C.F.T.C. du Livre contre un des avantages les plus sérieux que puisse avoir une organisation ouvrière : le contrôle de l'embauchage, détenu depuis près d'un demi-siècle par le Livre C.G.T.

C'est en effet un de ses plus vieux « privilèges » — résultat de longues années de lutte — que cet accord avec les patrons imprimeurs, symbolisé par le « Label » du Livre, et qui assure l'emploi des imprimeries de presse par le seul intermédiaire des bureaux de placement syndicaux.

Lettrés ouverts au Parlement et appel au Bureau International du Travail (?) et à l'O.N.U. (!) ont eu pour premier résultat le dépôt d'une loi par le groupe M.R.P. pour « le respect de la liberté syndicale » (sic) et le refus par la majorité de la Commission du Travail de l'Assemblée Nationale de recevoir les représentants du Syndicat du Livre, auquel on n'a sans doute pas encore pardonné d'avoir su rester en dehors de la scission syndicale de 1947.

Malgré l'esprit syndicaliste trop souvent étroit et corporatiste des dirigeants du Livre, cette attaque saura leur rappeler qu'ils ne sont pas plus à l'abri des offensives de la bourgeoisie que le reste de la classe ouvrière. Et les travailleurs du Livre sont, eux, bien résolus à défendre leurs avantages. Quant aux dirigeants F.O. et C.F.T.C. qui n'ont pu réussir à créer dans le Livre des organisations syndicales de quelque importance, ce n'est pas cette nouvelle collusion avec la réaction qui renforcera leur position, et ce n'est pas aux dépens d'une conquête de la classe ouvrière qu'ils y parviendront.

## SOUSCRIVEZ

à la

« Vérité des Travailleurs »

C. C. P. 6965-68 Paris